

La crise n'en finit pas de finir, comme dit l'ironique formule : le discours tant attendu du président de la République va-t-il répondre aux attentes et aux impatiences, ou remettre de l'huile sur le feu ? Nous verrons bien mais, au-delà des déclarations et des suites de cette crise sociale devenue politique et économique, sans doute faut-il aussi **repenser notre rapport à l'économie, simplement, dans notre vie quotidienne**

et, aujourd'hui, face aux fêtes de Noël. Car les réponses nous appartiennent aussi, et, comme le disait un slogan aperçu à Versailles ces dernières années, «

Nos emplettes sont nos emplois

», même si le rôle de l'Etat doit être d'ordonner « la grande économie » et de garantir l'équité économique et sociale dans l'unité française, tout en préservant les intérêts français face au monde et à la mondialisation, rôle qu'il semble ne plus remplir désormais.

Consommer intelligemment et « socialement », c'est d'abord ne pas acheter sur ces grandes plateformes de commerce en ligne, dont celle qui porte le nom du grand fleuve d'Amérique du Sud, multinationale fraudeuse qui prive les Etats, et particulièrement le nôtre, de ressources fiscales qui se comptent en milliards d'euros annuels. Or, je constate que les classes moyennes et aisées ont pris l'habitude de commander par la toile ce qu'elles pourraient acheter (ou commander) dans les boutiques réelles, par une facilité qui confine parfois à de la paresse. Pourtant, cela a un coût caché mais très lourd pour les finances françaises : car, trop souvent, le commerce dit « en ligne » échappe aux contraintes fiscales et concurrence directement le commerce réel, qui reste, par nature, limité par des horaires humains et c'est d'ailleurs heureux ! Or, c'est bien ce dernier commerce qu'il faut aider et sauvegarder, pour éviter **une « dématérialisation » trop avancée de l'économie qui serait une catastrophe, pas seulement économique mais aussi tout simplement sociale et humaine**

Acheter à des commerces à taille humaine et de proximité, ruraux ou urbains, c'est aussi le meilleur moyen de conserver un tissu de liens sociaux près de chez soi et au cœur de notre pays, de ses campagnes, de ses villes et de ses quartiers : c'est **une pratique individuelle multipliée par autant d'habitants qui peut avoir de vraies et heureuses conséquences sur la réalité économique de notre pays**

. Mieux vaut acheter à des personnes concrètes, vivant près de chez nous, que de financer des plateformes ne profitant qu'à quelques uns, souvent actionnaires résidant de l'autre côté de l'Atlantique ou confinés dans des quartiers protégés des villes mondiales occidentalisées.

De plus, **privilégier les produits fabriqués en France, c'est préserver les emplois industriels** tout comme acheter des volailles ou des viandes françaises, tout comme légumes, champignons ou fruits locaux, peut permettre de maintenir et de développer une agriculture qui doit, si elle veut survivre, se dégager du piège d'une mondialisation incontrôlée qui se définit et se marque trop souvent comme « la guerre de tous contre tous » au profit de quelques uns. Ainsi, pour les fêtes, je ne me fournis que chez des boulangers et pâtisseries locaux, des petits artisans bouchers et des cavistes indépendants, sans passer par les grandes surfaces qui tirent les prix vers les bas en se fournissant dans des pays où les salaires sont (très et trop) bas, et dans lesquels la qualité des produits est souvent dévalorisée au profit de la quantité !

Consommer en responsabilité, c'est aussi un acte civique et, même, politique ! Ce n'est pas toujours facile, certes, mais si les consommateurs français ne le font pas, le risque est de voir la facture sociale (donc fiscale) s'aggraver !

L'Etat

, s'il n'avait pas si peur de froisser les ayatollahs du « libre-échange » qui contrôlent la Commission européenne,

devrait agir pour inciter

(et non forcer, évidemment)

nos concitoyens à cette consommation responsable et juste.

Mais une République soumise aux intérêts de l'Argent et de la Société de consommation (cette « Société » qui est incapable de concevoir la prospérité sans la croissance, alors que c'est pourtant et sans nul doute un enjeu pour la suite !) peut-elle s'engager dans une telle politique, librement et intelligemment ? Par expérience et par réflexion, j'en doute !

Là encore, **une « révolution royale »**, qui n'est pas un simple changement de locataire du Pouvoir, pourrait ouvrir de nouvelles possibilités à l'économie et à la consommation dans notre pays.

En attendant, chaque consommateur, royaliste ou non, peut s'engager dans une « régence » économique en pratiquant **ces**

quelques gestes simples qui transforment l'acte de consommer en acte social, économique et politique éminemment français

. Le jeu en vaut la chandelle, et peut permettre une suite heureuse : alors, au-delà des paroles, agissons, concrètement et simplement,

pour un Noël français

!

